

3 1761 12059263 9

CA24N  
IT 5  
-80551  
FRE



Ministère de  
l'Industrie et  
du Tourisme

Larry Grossman  
ministre  
L.R. Wilson  
sous-ministre

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Publication

# Politique ontarienne d'expansion pour les petites entreprises

Problèmes-clés et  
plan d'action

Publication des objectifs  
du ministère ontarien de  
l'Industrie et du Tourisme

La série comprend  
plusieurs brochures



Digitized by the Internet Archive  
in 2024 with funding from  
University of Toronto

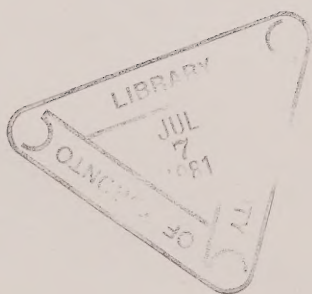
<https://archive.org/details/31761120592639>

# Politique ontarienne d'expansion pour les petites entreprises

Problèmes-clés et  
plan d'action

1

Message de  
M. Larry Grossman,  
ministre de l'Industrie  
et du Tourisme.





De nos jours on s'attend à ce que les gouvernements et les partis politiques, quelle que soit leur idéologie, se déclarent en faveur des petites entreprises. Depuis des années les gouvernements à tous les niveaux créent des programmes d'assistance en faveur des petites entreprises.

En dépit de ce flot de paroles et d'un certain nombre de programmes mis sur pied par les gouvernements en vue d'"aider" les petites entreprises, nombreux sont les critiques qui estiment que les efforts du gouvernement, dans l'ensemble, ont fait plus pour contrecarrer que pour aider cet important secteur de notre économie.

Dans le cadre de la stratégie mise au point pour favoriser l'économie de l'Ontario dans son ensemble, il faut encourager la création de petites entreprises et leur transformation en grandes entreprises.

Ces petites entreprises représentent déjà 40% de tous les emplois en Ontario. Elles appartiennent pour la plupart à des Canadiens et leur croissance aide à contrebalancer, dans notre économie, la domination des sociétés multinationales.

Les petites entreprises sont, traditionnellement, à l'origine des innovations et font monter le niveau de la technologie de toute l'économie. Leur croissance reflète les conditions et les avantages régionaux, ce qui contribue à une croissance régionale saine de toutes les régions de l'Ontario et du Canada.

L'examen présent des questions-clés affectant les petites entreprises a pour but de rendre le public plus conscient de leur importance. Il a pour but d'informer le public et d'encourager les discussions et les efforts visant à évaluer les programmes gouvernementaux et les activités des principales institutions privées.

Les initiatives proposées dans cette étude constituent le cadre d'un plan ontarien. Nous espérons que cette analyse influencera également la politique des autres provinces et du gouvernement fédéral, afin que l'activité des petites entreprises s'exerce dans un climat plus favorable dans l'ensemble du Canada.

## **Les petites entreprises de l'Ontario; une des chevilles de la prospérité et de l'expansion à venir.**

En Ontario, 97% des compagnies sont de petites entreprises. Et les 240 000 petites entreprises de la province représentent 23% de nos ventes totales et 40% de nos emplois.

L'importance des petites entreprises pour l'économie dépasse cependant de beaucoup ces statistiques. Le secteur des petites entreprises s'est montré particulièrement apte aux fonctions spécialisées dont les autres compagnies ne peuvent pas se charger économiquement. L'aptitude des entreprises de moindre importance à répondre aux besoins et à saisir les occasions au niveau régional a contribué à équilibrer la croissance régionale de l'Ontario.

Les petites entreprises sont un des facteurs les plus efficaces de la "canadianisation" de l'économie. Au fur et à mesure que les compagnies appartenant à des Canadiens grandissent et prennent leur place sur le marché international ou le marché national du Canada, elles remplacent les importations, contribuent à la balance des paiements et causent tout naturellement une concentration des importantes activités industrielles comme la recherche et le développement et la commercialisation internationale au sein du Canada. Ce processus raffermi notre économie industrielle dans son ensemble.

En ce qui concerne les objectifs sociaux et économiques immédiats de l'Ontario, le fait que les petites entreprises utilisent proportionnellement une main-d'oeuvre importante est primordial. Notre main-d'oeuvre va continuer à augmenter plus rapidement que celle de la plupart des autres pays, entraînant un besoin permanent de nouveaux débouchés. L'établissement et l'expansion de petites entreprises vont donc continuer à jouer un rôle critique dans la création des emplois nécessaires à notre population.

### STATISTIQUES DE BASE

- ☐ il existe **240 000 petites entreprises** en Ontario\*
- ☐ **97% de toutes les entreprises** de l'Ontario appartiennent à cette catégorie
- ☐ les petites entreprises représentent **23% du chiffre d'affaires total** des entreprises de l'Ontario
- ☐ les petites entreprises fournissent **40% de tous les emplois** de l'Ontario

\*pour les besoins de cet exposé, une petite entreprise est définie comme une entreprise de service comptant moins de 50 employés ou une entreprise de fabrication comptant moins de 100 employés.



# Identification des questions-clés

## Politiques requises

Les petites entreprises ont plusieurs préoccupations et exigences en commun avec toutes les entreprises.

Les petites entreprises, par exemple, s'inquiètent de l'inflation. Elles sont affectées par les éléments essentiels du climat économique tels que les taux d'impôts et d'intérêt et l'orientation des règlements.

Il est essentiel à la survie des petites entreprises qu'elles maintiennent des niveaux adéquats d'investissement général, ou d'investissement dans la recherche et le développement.

Mais les petites entreprises ont en plus toute une gamme de problèmes et de restrictions qui leur sont propres et qui limitent leur participation aux programmes du gouvernement et les bénéfices qu'elles peuvent en tirer. Certaines mesures imposées par le gouvernement, qui ne posent aucune difficulté aux grandes entreprises, peuvent avoir des conséquences graves pour les petites entreprises.

On peut donner comme exemple les programmes gouvernementaux qui exigent comme critères d'admissibilité des données financières compliquées. Les grandes entreprises produisent déjà périodiquement ces données ou possèdent l'équipement nécessaire pour le faire. Les petites entreprises ne peuvent se décharger de cette obligation qu'en encourageant de grosses dépenses supplémentaires.

Les programmes, services ou requêtes du gouvernement qui exigent une dépense de temps considérable de la part des cadres, ne conviennent pas aux entreprises de moindre importance. Le temps dont disposent leurs cadres est, après l'argent, leur ressource la plus précieuse.

Les gouvernements ont mis sur pied une gamme étendue de programmes d'aide aux petites entreprises. Ces programmes offrent toute une série de services consultatifs. Dernièrement, les gouvernements ont créé des projets de subvention à l'emploi. Ces initiatives gouvernementales contiennent des dispositions en faveur des petites entreprises, comme des déductions fiscales pour investissements, recherche et développement.

Mais il n'est pas du tout sûr que ces programmes soient aussi propres à encourager la création et l'expansion des petites entreprises qu'ils pourraient l'être, de même qu'il y a lieu de penser que toute la réglementation gouvernementale concernant les petites entreprises leur occasionne de véritables difficultés.

Un examen des programmes et services offerts actuellement aux petites entreprises par les gouvernements met en lumière deux points essentiels:

1. La nécessité de mieux renseigner les petites entreprises sur les pro-



grammes et services offerts par le gouvernement; et

2. la nécessité de rendre les services gouvernementaux plus précis et plus efficaces, en vue de réduire le temps que les cadres doivent leur consacrer.

Comme tout le monde est d'accord pour éviter que le fardeau des frais gouvernementaux sur tous les secteurs de la collectivité s'appesantisse encore, il s'avère nécessaire de trouver des initiatives qui encouragent l'établissement et l'expansion des petites entreprises sans augmenter sérieusement les dépenses publiques.

Cette réalité fiscale est à la base d'une autre série de dispositions en matière de politique gouvernementale:

1. Dans la plupart des cas, les nouveaux programmes seront financés par une réaffectation des fonds en provenance de programmes ou de services déjà existants et moins efficaces, ou proviendront d'économies réalisées grâce à une meilleure gestion gouvernementale.
2. La solution des problèmes des petites entreprises doit passer par les mécanismes du secteur privé tels que les associations commerciales; cette méthode limite le recours aux ressources publiques et contribue à augmenter la capacité du secteur privé.
3. Les programmes seront mis en oeuvre sur une base sélective et directionnelle, l'accent étant mis sur les activités contribuant aux buts économiques d'ensemble comme la création d'emplois locaux, les progrès de la technologie, les exportations ou le remplacement des importations.

Une fois ces besoins reconnus, il est possible de déterminer les domaines où l'action gouvernementale

#### **Amélioration de l'efficacité des programmes gouvernementaux en faveur des petites entreprises.**

1. Système d'information amélioré sur les programmes proposés par le gouvernement aux petites entreprises.
2. Élimination des obstacles empêchant la participation des petites entreprises – ex. demandes excessives empiétant sur le temps des cadres, demandes exigeant un système complexe de classement ou critères d'admissibilité.

pourra ou devra s'exercer de façon plus efficace pour permettre la création ou l'expansion de petites entreprises en Ontario.

#### **Les problèmes-clés**

Les problèmes-clés de la petite entreprise dont le gouvernement peut et doit s'occuper sont les suivants:

##### **1. Gestion**

Le temps des cadres est, après l'argent, la ressource la plus rare de nombreuses petites entreprises qui n'ont souvent pas la possibilité de réaliser leur potentiel, car elles ne possèdent pas les connaissances et l'expérience nécessaires à une bonne gestion.

##### **2. Défense de la cause**

Les procédures ou exigences des gouvernements risquent d'être, par inadvertance, un fardeau pour les petites entreprises; le fait que le point de vue des petites entreprises ne soit pas représenté auprès du gouvernement contribue encore à la confusion.

##### **3. Commercialisation**

Un domaine qui a en général besoin d'être encouragé dans les entreprises de moindre importance, mais qui joue un rôle essentiel dans leur croissance et leur développement.

##### **4. Achats gouvernementaux**

On pourrait utiliser plus efficacement le pouvoir d'achat des

#### **Détermination des problèmes-clés.**

1. Gestion
2. Défense de la cause
3. Commercialisation
4. Achats gouvernementaux
5. Financement
6. Main-d'oeuvre/travail
7. Technologie

gouvernements pour faciliter l'établissement et l'expansion de petites entreprises en Ontario.

##### **5. Financement**

Les problèmes de financement auxquels les entreprises de moindre importance doivent faire face sont aggravés par un manque de connaissances en gestion financière comme par les risques reconnus plus élevés dans les transactions financières avec les petites entreprises.

##### **6. Main-d'oeuvre/travail**

Il est plus difficile pour une petite entreprise de prévoir ses besoins en main-d'oeuvre et de recruter les travailleurs appropriés, car elle ne possède pas les connaissances ou les ressources nécessaires à cette tâche.

##### **7. Technologie**

Bien que les petites entreprises soient favorables aux innovations, elles n'ont pas les ressources nécessaires au développement et à l'exploitation de la technologie.

Voici donc les problèmes-clés qui se posent aujourd'hui aux petites entreprises de l'Ontario et de tout le Canada. Le ministère ontarien de l'Industrie et du Tourisme présente dans les pages suivantes des propositions qui pourront servir de cadre à la réponse gouvernementale.

## Plan d'action: la question de la gestion

La petite entreprise typique doit son origine à une ou deux personnes avec des connaissances dans un ou deux domaines bien précis. Le pouvoir de croissance ou même de survie de cette entreprise est limité par le manque de connaissances en matière de finances, de commercialisation et autres. Le manque de connaissances ou d'expérience en gestion contribue également aux problèmes de l'entreprise.

Au fur et à mesure que l'entreprise grandit, la nature des problèmes de l'entreprise change et leur complexité augmente. Dans nombre de cas, le propriétaire-directeur hésite à se départir de son pouvoir de décision. Il est souvent difficile pour une petite entreprise d'engager des spécialistes techniques ou administratifs.

Pour parer à ce problème, toute une gamme de programmes visant à aider les petites entreprises existantes a vu le jour aux niveaux provincial et fédéral. Le gouvernement provincial, par le truchement de ses propres employés, par des accords avec les écoles commerciales des universités de la province, ainsi qu'en couvrant au besoin une partie des frais, offre toute une gamme de services consultatifs sur une base individuelle. Le Hamilton-Wentworth Business Council est un organisme communautaire offrant aux petites et moyennes

entreprises un service consultatif à caractère non lucratif dans le but de les aider à surmonter leurs problèmes de fabrication et de production.

Le service régional du ministère ontarien de l'Industrie et du Tourisme rend périodiquement visite aux petites entreprises de tout l'Ontario et leur offre les services d'agents versés dans le domaine du développement industriel. La Banque fédérale de développement offre également plusieurs services consultatifs aux petites entreprises.

Il existe aussi des programmes et initiatives variés visant à encourager la création de nouvelles entreprises. La direction du développement des petites entreprises du ministère de l'Industrie et du Tourisme a publié un livre intitulé "Starting a small business in Ontario" (Comment établir une petite entreprise en Ontario) et organise des séminaires sur ce sujet dans toute la province. Une série de brochures concernant les différents programmes est à la disposition des petites entreprises.

Bref, les petites entreprises peuvent faire appel à toute une gamme de services pour résoudre leurs problèmes de gestion. Dans l'ensemble, les programmes fédéraux et provinciaux semblent avoir été bien conçus et ne se chevauchent pas ni ne font double emploi.



## Améliorations possibles

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme estime que l'efficacité de tout cet ensemble de services peut être améliorée par les mesures suivantes:

- ☐ Renseigner les petites entreprises sur ces services.
- ☐ Assurer aux petites entreprises de toutes les régions de l'Ontario l'accès à ces services.
- ☐ Continuer les efforts en vue d'utiliser efficacement les ressources et d'éviter la confusion possible dans la prestation de ces services.

## Nouvelles initiatives – la question de la gestion

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les nouvelles initiatives suivantes pour améliorer l'efficacité:

- ☐ Le ministère de l'Industrie et du Tourisme fera un effort important au niveau des communications pour renseigner plus de petites entreprises ontariennes sur la nature et la disponibilité des programmes gouvernementaux.
- ☐ Le ministère de l'Industrie et du Tourisme entreprendra une série d'études dans les écoles commerciales de l'Ontario pour établir l'influence des programmes d'études en cours sur l'esprit d'entreprise des élèves de commerce et l'intérêt porté aux petites entreprises.
- ☐ Le ministère financera un projet d'essai qui permettra d'offrir aux petites entreprises des conseillers professionnels compétents jouant un rôle semblable à celui des membres d'un conseil d'administration. Dans le cadre de ce projet, le ministère fournira les fonds nécessaires pour permettre à un groupe communautaire de la région de se réunir périodiquement pour que les membres puissent échanger connaissances et conseil, jouant le rôle des conseils d'administration dans les grandes entreprises.

## Nouvelles initiatives – la question de la gestion

- ☐ **un programme de communications** veillant à ce que les petites entreprises soient bien renseignées sur les programmes et services du gouvernement; et
- ☐ une série **d'études de recherche** sur les relations entre les programmes actuels d'éducation commerciale et l'intérêt porté par les élèves à l'activité des petites entreprises;
- ☐ un programme d'aide financière permettant aux entreprises régionales de bénéficier des services d'un **conseil d'administration professionnel**.

- ☐ Le conseil fournira les ressources financières nécessaires pour encourager les entreprises de la communauté à utiliser un conseil d'administration professionnel et à tirer parti des conseils offerts par les administrateurs.

Ces initiatives contribueront à améliorer l'efficacité des programmes et services actuels du gouvernement dont le but est de résoudre les problèmes de gestion des petites entreprises.



## Plan d'action: la défense de la cause

Comme nous l'avons déjà vu, les petites entreprises sont particulièrement vulnérables et subissent le contrecoup des politiques et des programmes du gouvernement. Certaines exigences qui ne causent aucune difficulté aux grandes entreprises peuvent s'avérer être un poids très lourd pour les petites entreprises dont les ressources sont limitées et la production plus faible.

C'est également à cause de ces ressources limitées que les petites entreprises trouvent difficile d'influencer la création ou l'application des programmes et des politiques du gouvernement.

Les petites entreprises sont également affectées par les pratiques de grands organismes de caractère privé comme les banques à charte.

Ces dernières années, on a pu constater une sensibilisation accrue aux effets involontairement contraires que les pratiques publiques et privées ont sur les petites entreprises.

Des associations privées ont été créées pour défendre la cause des petites entreprises auprès du gouvernement. Nombre d'agences gouvernementales assument aussi la responsabilité de faire connaître aux administrateurs et aux législateurs le point de vue des petites entreprises. Ces groupes gouvernementaux se chargent de plus en plus d'attirer l'attention sur les effets con-

traires que les décisions prises par les grandes institutions privées ont sur les petites entreprises.

Dans le gouvernement de l'Ontario, c'est le ministère de l'Industrie et du Tourisme qui aide les petites entreprises à mieux comprendre les politiques ou à demander de l'aide aux ministères et agences du gouvernement ainsi qu'aux institutions financières privées. Au niveau fédéral, c'est le Secrétariat de la petite entreprise qui se fait l'avocat du point de vue des petites entreprises.

Le secteur des petites entreprises a réussi à rendre le public plus conscient de sa vulnérabilité face au gouvernement et aux actions et politiques des grandes institutions privées.

### Améliorations possibles

La fonction de représentation peut être plus efficace encore si elle est assistée par:

- ☐ une reconnaissance formelle de la part des gouvernements de leur responsabilité concernant la défense des petites entreprises; et
- ☐ un échange plus efficace de renseignements entre les gouvernements et les grandes institutions privées qui ont une influence capitale sur les petites entreprises; et
- ☐ des relations plus formelles et efficaces entre les agences gouvernementales dont la responsabilité concernant la défense des petites entreprises est reconnue et les associations d'affaires privées.

## Nouvelles initiatives – pour défendre la cause

Dans le but d'assurer une meilleure défense de la cause des petites entreprises, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les nouvelles initiatives suivantes:

- ☐ Le ministère de l'Industrie et du Tourisme rendra officiel son rôle d'avocat des petites entreprises au sein du gouvernement et auprès des autres gouvernements et d'institutions sélectionnées du secteur privé.
  - ☐ Le ministre de l'Industrie et du Tourisme préparera et soumettra, dans le but d'assurer une communication plus efficace entre gouvernements, un rapport annuel au gouvernement fédéral décrivant les préoccupations de l'Ontario et recommandant, au niveau fédéral, d'orienter les programmes, services et politiques de façon à favoriser les petites entreprises pendant l'année à venir.
  - ☐ Le ministre de l'Industrie et du Tourisme soumettra un rapport annuel à l'Assemblée législative de l'Ontario qui comportera:
    - un rapport sur les progrès faits dans le soutien aux petites entreprises
    - les nouveaux programmes et politiques nécessaires
    - une évaluation de la part des achats du gouvernement ontarien qui va aux petites entreprises;
- et
- ☐ le ministère de l'Industrie et du Tourisme établira des relations formelles avec les groupes d'hommes d'affaires, les fonctionnaires fédéraux s'occupant des petites entreprises et d'autres responsables pour assurer que les points de vue des entrepreneurs de l'Ontario soient pris en considération par tous ces groupes.

## Nouvelles initiatives – pour défendre la cause

- ☐ une reconnaissance **formelle** du rôle du ministère de l'Industrie et du Tourisme en tant qu'**avocat des petites entreprises**;
- ☐ la préparation d'un **rapport annuel sur les problèmes des petites entreprises à soumettre au gouvernement fédéral**;
- ☐ la rédaction d'un **rapport annuel présenté à l'Assemblée législative** sur les problèmes des petites entreprises; et
- ☐ l'établissement d'une **liaison officielle** avec les groupes d'hommes d'affaires et les autres parties préoccupées par les problèmes des petites entreprises.

## Plan d'action: la question de la commercialisation

Au niveau de la commercialisation, les petites entreprises de l'Ontario présentent plusieurs points faibles:

- ☐ Les petits fabricants ne font que peu ou pas du tout la différence entre vente et commercialisation ou planification.
- ☐ Les petites entreprises ne savent pas en règle générale où trouver du personnel qualifié en commercialisation.
- ☐ Les problèmes de cash flow limitent les petites entreprises et les empêchent de se lancer dans la commercialisation.
- ☐ Les spécialistes en commercialisation ont tendance à travailler pour de grandes compagnies et dans des organismes de commerce intermédiaires plutôt qu'à se joindre aux petites entreprises.

Les petites entreprises appartenant à des Canadiens ont aussi des problèmes pour accéder aux marchés, même aux marchés canadiens. Les politiques d'approvisionnement de certaines compagnies multinationales favorisent les importations. Les obstacles interprovinciaux au commerce, y compris les politiques provinciales d'approvisionnement ne favorisent pas non plus les marchandises fabriquées en Ontario et tendent parfois à les exclure.

Il existe, aux niveaux provincial et fédéral, un certain nombre de programmes prévus pour alléger les problèmes de commercialisation des petites entreprises. Il s'agit de services consultatifs, ateliers et séminaires offerts par les deux niveaux du gouvernement. Le programme **Magasinons à la canadienne** vise à attirer l'attention du

public sur l'importance que revêt l'achat des produits fabriqués au Canada. De plus, une variété de programmes et de services sont offerts aux petits fabricants désireux de trouver des marchés d'exportation, y compris les missions d'expansion commerciale, les foires commerciales et certaines formes de financement des exportations.

### Améliorations possibles

Le réseau de mesures gouvernementales visant à résoudre le problème de la commercialisation peut être amélioré par les initiatives suivantes:

- ☐ une réaction plus directe au fait que nombre de petites entreprises n'ont pas les ressources nécessaires pour se lancer dans la commercialisation et préparer le matériel nécessaire;
- ☐ une amélioration des services consultatifs offerts aux petits fabricants;
- ☐ une aide gouvernementale accrue aux activités de coopération des petites entreprises;
- ☐ des efforts en vue de gagner la collaboration d'autres gouvernements et des multinationales pour résoudre les problèmes d'accès au marché intérieur.

### Nouvelles initiatives – la question de la commercialisation

Pour répondre à ces questions, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les nouvelles initiatives suivantes:

- ☐ Le ministère mettra sur pied un programme d'aide financière pour la préparation de matériel promotionnel comme les brochures; les petites entreprises



dont le produit est exceptionnel ou offre des possibilités d'exportation ou de remplacement des importations pourront tirer parti de ce programme.

- ☐ Le ministère augmentera les services consultatifs de commercialisation pour aider les petits fabricants et leur offrir des programmes de commercialisation d'ensemble, ainsi que pour améliorer leur compétence en gestion.
- ☐ Le ministère établira un programme d'enseignement de techniques de commercialisation particulière et de consultations individuelles en atelier.
- ☐ Le ministère encouragera la formation de groupements d'entreprises quand cela s'avérera utile.
- ☐ Le ministère contactera les entreprises multinationales et les autres gouvernements canadiens en vue d'obtenir des programmes et des accords spécifiques pour permettre aux entreprises canadiennes de se développer.

### Nouvelles initiatives – la question de la commercialisation

- ☐ une aide financière pour permettre aux petites entreprises de préparer du **matériel de commercialisation**;
- ☐ des services consultatifs plus étendus pour la création de **programmes de commercialisation d'ensemble**;
- ☐ un **programme éducatif** centré sur certaines techniques;
- ☐ des appuis pour la formation de **consortiums**; et
- ☐ des contacts avec les **sociétés multinationales et les autres gouvernements** pour encourager à acheter davantage dans les petites entreprises.

## Plan d'action: la question des achats gouvernementaux

On estime que les petites entreprises ont fourni plus de 50% de toutes les marchandises et de tous les services achetés par le gouvernement de l'Ontario; dans nombre de cas, les procédures compliquées d'achat par le gouvernement représentent des frais de vente excessifs pour les petites entreprises. Il leur est difficile d'obtenir des renseignements sur les achats futurs du gouvernement. Le problème chronique des paiements longuement différés par le gouvernement décourage les petites entreprises dont les ressources en argent comptant sont limitées.

Il existe de plus des préférences d'achat strictement provinciales qui empêchent les compagnies d'une province de présenter des offres au gouvernement d'une autre province.

L'Ontario a établi, pour ses propres achats, une politique bien définie de préférence pour les produits faits au Canada, par opposition aux produits faits en Ontario seulement. De plus, le gouvernement est de plus en plus conscient des possibilités d'encouragement que sa politique d'achat représente pour l'établissement et l'expansion de petites entreprises dans tout le Canada.

### Améliorations possibles

L'efficacité de l'aide que le gouvernement offre aux petites entreprises en Ontario et dans tout le Canada par sa politique d'achat peut être améliorée par les mesures suivantes:

- ☐ la création de procédures d'achat standardisées et simplifiées au sein du gouvernement et entre gouvernements;
- ☐ une meilleure diffusion, auprès de la communauté des affaires, des renseignements concernant les exigences et les procédures gouvernementales;
- ☐ la préparation de meilleures données sur les activités des gouvernements et l'efficacité de leur politique d'achat en Ontario et dans tout le pays; et
- ☐ la mise au point d'une méthode bien définie de recours que les petits fournisseurs pourraient employer pour se plaindre ou faire des suggestions au gouvernement de l'Ontario et à ses agences, conseils et commissions au sujet des achats.

### Nouvelles initiatives – la question des achats gouvernementaux

Afin d'améliorer l'efficacité dans ce domaine, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les initiatives suivantes:

- ☐ Il fera officiellement des acquisitions gouvernementales la base de la défense de la cause des petites entreprises et ceci en prenant plusieurs mesures:
  - (a) amélioration des données concernant les achats du gouvernement;
  - (b) réduction de la bureaucratie à laquelle doivent faire face les fournisseurs du gouvernement;
  - (c) encouragement à payer des intérêts sur les comptes en souffrance des créanciers du gouvernement;

(d) les autres gouvernements seront encouragés à procéder de même.

- ☐ Le ministère présentera un court rapport annuel à l'Assemblée législative, rapport contenant des renseignements sur la part des acquisitions gouvernementales effectuées auprès des petites entreprises.
- ☐ Le ministère évaluera l'efficacité des préférences canadiennes actuelles et étudiera la possibilité d'offrir des encouragements supplémentaires dans le cas des propositions comportant des innovations techniques.
- ☐ Le ministère fournira à la communauté commerciale et industrielle des renseignements sur la vente au secteur public, c'est-à-dire à tous les niveaux de gouvernement, toutes les agences, tous les conseils, commissions et autres organismes tels que les hôpitaux, commissions scolaires, etc.
- ☐ Le ministère de l'Industrie et du Tourisme se mettra en rapport avec les autres ministères dans le but d'établir des procédures et des politiques d'achat standardisées sur une base aussi large que possible.

### Nouvelles initiatives – la question des achats gouvernementaux

- ☐ appui officiel pour assurer aux petites entreprises une part équitable des acquisitions du gouvernement;
- ☐ préparation d'un **rapport** annuel à l'**Assemblée législative** traitant de la part des achats gouvernementaux réservée aux petites entreprises;
- ☐ diffusion de **renseignements** à la communauté commerciale et industrielle touchant la vente au secteur public;
- ☐ contacts avec les **autres ministères** et agences du gouvernement dans le but d'encourager la **standardisation des procédures et des politiques**.



## Plan d'action: la question du financement

Les petites entreprises de l'Ontario doivent faire face à plusieurs problèmes de financement: manque de compétence en gestion financière, problèmes chroniques de cash flow, trop grand assujettissement au financement extérieur. Difficultés posées par les exigences des institutions de prêt et le manque de renseignements sur les sources de financement existantes.

Le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral offrent tous deux aux petites entreprises toute une gamme de services consultatifs financiers. L'Ontario utilise un modèle de planification par ordinateur, avec services consultatifs connexes, pour aider les petites entreprises à obtenir des secteurs privés et publics l'aide financière dont elles ont besoin. Les petites entreprises reçoivent une aide directe pour préparer leurs états financiers et pour s'initier aux techniques de planification financière.

L'Ontario consent des prêts aux petites entreprises par le truchement de la société de développement de l'Ontario et les sociétés de développement du Nord de l'Ontario et de l'Est de l'Ontario. Ces sociétés de développement sont chargées de fournir des prêts pour financer les projets valables d'expansion des petites entreprises qui manquent de fonds ou ne peuvent s'en

procurer à prix raisonnable auprès des institutions privées. Elles offrent aussi des prêts à terme et des garanties bancaires.

Ce genre de soutien est tout particulièrement important pour les entreprises situées dans des régions éloignées des grands centres financiers, pour les jeunes compagnies à haute technologie sans réputation établie et pour les entreprises bien gérées ne disposant pas de garanties suffisantes.

Le gouvernement fédéral accorde des prêts directs aux petites entreprises par le truchement de la Banque fédérale de développement et offre un programme de garanties de prêts aux institutions de prêt commercial dans le cadre de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Il existe également toute une gamme d'encouragements financiers au niveau provincial. Le programme ontarien d'encouragement aux entreprises commerciales encourage l'établissement de nouvelles entreprises de fabrication et l'expansion des industries actuelles en Ontario. Le programme d'expansion des petites entreprises, établi par le gouvernement ontarien, offre un programme attrayant d'encouragements fiscaux visant à stimuler l'investissement de capitaux dans les petites entreprises.

L'incapacité où se trouvent les petites entreprises

d'obtenir du capital-action ou du capital-risque et donc leur dépendance envers le financement par emprunt a été aggravée, ces dernières années, par diverses mesures gouvernementales. La création d'impôts sur les gains en capital, de l'agence de révision des investissements étrangers et d'avantages fiscaux comme les régimes d'épargne enregistrés qui représentent un investissement séduisant pour les particuliers, ont fait obstacles à l'acheminement de fonds vers les entreprises à haute spéculation. En même temps, le marché des actions pour émissions secondaires a été pratiquement éliminé, bouchant une voie de plus à l'apport de capitaux aux petites entreprises.

La loi sur les sociétés ontariennes de développement des petites entreprises et la loi Sodeq au Québec ont été spécifiquement prévues pour contrebalancer ces effets négatifs. La réaction initiale à la loi sur les sociétés de développement des petites entreprises a été favorable; la création de groupes privés de financement en capital pour les entreprises spéculatives a suscité beaucoup d'intérêt; nombre de sociétés de développement des petites entreprises se sont formées et les petites entreprises jouissent par conséquent d'une disponibilité accrue de capitaux.

En bref, le gouvernement a pris, ces dernières

### Nouvelles initiatives – la question du financement

- ☐ des renseignements permettant **aux petites entreprises de bénéficier des fonds** des SDPE;
- ☐ une augmentation de **l'aide à la planification financière**;
- ☐ des efforts pour persuader le gouvernement fédéral **de libéraliser les mesures fiscales applicables aux SDPE**.

années, plusieurs initiatives pratiques, mais les petites entreprises continuent à souffrir du manque de compétence en matière financière et d'un trop grand assujettissement au financement par emprunt, ainsi que de toute une gamme d'autres problèmes financiers.

### Améliorations possibles

L'efficacité du gouvernement face aux problèmes de financement des petites entreprises peut être améliorée par les mesures suivantes:

- ☐ des initiatives plus efficaces pour permettre aux petites entreprises de bénéficier des fonds offerts par les Sociétés de développement des petites entreprises;
- ☐ une aide supplémentaire aux petites entreprises pour leur permettre de rédiger des demandes d'aide financière aux secteurs public ou privé;
- ☐ une action fédérale visant à créer des institutions telles que les sociétés proposées d'investissement dans les entreprises spéculatives, ainsi qu'un système remanié d'impôts sur les gains en capital et, en particulier, un traitement plus libéral des contributions faites par les contribuables de l'Ontario aux sociétés de développement des petites entreprises.

### Nouvelles initiatives – la question du financement

Pour améliorer l'efficacité dans ce domaine, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les initiatives suivantes:

- ☐ Le ministère fournira à ses bureaux régionaux des renseignements courants sur toutes les sociétés de développement des petites entreprises, de façon que les conseillers régionaux puissent faire bénéficier leurs clients des sources de financement offertes par les sociétés de développement des petites entreprises.
- ☐ Le ministère augmentera les ressources nécessaires pour utiliser le modèle de planification financière par ordinateur, dans le but d'aider un plus grand nombre de petites entreprises à faire des présentations pour obtenir de l'aide financière et à organiser leur planification financière de façon professionnelle.
- ☐ Le ministère continuera à se faire l'avocat de la libération des mesures fiscales pour permettre aux petites entreprises de bénéficier de capital-risque.

## Plan d'action: la question main-d'oeuvre/ travail

À mesure que la fabrication en Ontario devient plus compliquée, nécessitant une main-d'oeuvre plus qualifiée et possédant plus de connaissances techniques, nous devons faire face à une pénurie accrue de main-d'oeuvre dans certains domaines.

Cette pénurie empêche nombre de petits fabricants canadiens de croître et d'atteindre leur potentiel. Elle rend en outre les programmes de formation des apprentis difficiles, car les employeurs ont besoin de tout le temps de leurs employés qualifiés pour assurer une production normale.

Les petites entreprises sont tout particulièrement affectées par cette insuffisance et par le fait qu'elles n'ont pas les ressources voulues pour entreprendre des programmes élaborés de recrutement.

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme a créé un service de recherche de personnel qualifié s'adressant aux employeurs, dans le but d'aider les entreprises ontariennes. Ce service offre aux compagnies une analyse globale des lieux où le personnel qualifié peut se recruter et sert de catalyste pour le recrutement. Cette aide n'est offerte que si le personnel qualifié ne se trouve pas sur place, si le recrutement de personnel qualifié supplémentaire améliore la production et crée des emplois supplémen-

taires pour des ouvriers moins qualifiés, et s'il permet aux entreprises d'étendre les programmes actuels d'apprentissage ou de formation industrielle.

Ce service est offert en collaboration avec les ministères ontariens du Travail et de l'Éducation, et la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration. Le ministère s'efforce aussi de fournir aux hommes d'affaires de meilleurs renseignements sur les programmes existants dans le domaine de la formation.

### Améliorations possibles

Pour répondre plus efficacement aux problèmes de main-d'oeuvre et de travail auxquels font face les petites entreprises, il sera utile de prendre les mesures suivantes:

- ☐ un service d'information amélioré pour renseigner les petites entreprises sur les nombreux programmes gouvernementaux touchant la main-d'oeuvre, le travail et la formation;
- ☐ un service d'information amélioré pour renseigner les hommes d'affaires sur les tendances de la main-d'oeuvre et les aider à organiser leur planification.



## Nouvelles initiatives – la question main-d'oeuvre/travail

Pour améliorer l'efficacité dans ce domaine, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les mesures suivantes:

- ☐ Le ministère améliorera les mesures visant à surmonter le manque de main-d'oeuvre; et, par le truchement de son service ambulant, il offrira des renseignements améliorés sur les programmes d'aide et de formation industrielle et obtiendra des données plus précises de l'industrie.
- ☐ Le ministère cherchera à améliorer les communications entre les ministères de l'Industrie et du Tourisme, du Travail et de l'Éducation, ainsi que la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration et la collaboration entre ces différents organismes.

## Nouvelles initiatives – la question main-d'oeuvre/travail

- ☐ **repérage des tendances – et transmission de renseignements** aux agences gouvernementales appropriées et au secteur privé;
- ☐ **transmission de renseignements concernant l'aide et les programmes de formation de la main-d'oeuvre** par le truchement de l'organisation régionale;
- ☐ **collaboration avec d'autres agences** pour résoudre les problèmes des petites entreprises.

## Plan d'action: la question de la technologie

Pendant les années 1980, l'industrie canadienne fera face à de nouvelles pressions au niveau de la concurrence; c'est pour cette raison que l'apport de nouveaux produits et de nouveaux procédés sur le marché revêtiront une importance croissante pour notre position compétitive. Les entreprises canadiennes petites et moyennes auront un rôle essentiel à jouer dans ce processus d'innovation, car elles sont moins rigides que les sociétés établies à l'échelle mondiale et peuvent s'adapter plus facilement aux nouvelles tendances.

Jusqu'à aujourd'hui toutefois, l'activité innovatrice des petites entreprises a été limitée par un certain nombre de facteurs: manque de ressources; trop grand assujettissement aux exigences en matière de permis par opposition à l'expansion indépendante de la technologie; incapacité d'attirer du personnel de R et D avec les qualifications nécessaires.

Les gouvernements provincial et fédéral ont tous les deux mis sur pied divers programmes visant à aider et encourager les innovations des petites entreprises; ces programmes doivent contribuer aux frais des petites entreprises qui entreprennent de faire de la recherche et du développement. Il existe, de plus, de nombreux encouragements d'ordre fiscal. Le dernier budget fédéral proposait de faire passer les

crédits d'impôt sur les investissements en recherche et développement de 5% à 10% pour les grandes entreprises et à 25% pour les petites entreprises, mais les propositions n'ont pu être appliquées.

L'efficacité de ces mesures d'encouragement se trouve réduite s'il s'agit de petites entreprises ayant des problèmes de cash flow et qui, au début de leur croissance tout au moins, ont un revenu imposable inexistant ou limité. Pour ces raisons, l'Ontario continuera à demander au gouvernement fédéral de:

- ☐ rembourser les crédits quand ils dépassent le revenu imposable; et
- ☐ adoucir les restrictions de l'article 125 de la Loi de l'impôt sur le revenu pour les travaux de R et D, et rendre le crédit utilisable pendant une période de temps déterminée.\*

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme pense que les petites entreprises bénéficieraient de l'amélioration de l'aide offerte en matière de technologie. Pour promouvoir l'amélioration de la productivité grâce à la technologie, l'Ontario offre:

- ☐ un service consultatif aux petits fabricants et leur fournit les conseils d'ingénieurs industriels expérimentés sur une base individuelle;

\*Conformément aux propositions contenues dans le dernier budget fédéral, une fois qu'une compagnie atteint une limite de gains accumulés de \$750,000 selon l'article 125, elle n'aurait plus droit au crédit de 25%. Le crédit baisserait à 10%, bien qu'il soit peu probable que les activités de R et D de la compagnie soient assez poussées à ce moment. Ceci représenterait donc un découragement de la croissance pour une petite entreprise.

- ☐ une assistance aux petites entreprises de la part de la Fondation ontarienne de recherche pour la création de nouveaux produits et procédés.

De plus, le service de renseignements techniques du Conseil national de recherches offre aux fabricants un accès direct à la technologie courante afin de résoudre les problèmes industriels.

### Améliorations possibles

Bien qu'il existe déjà un grand nombre de programmes, l'efficacité des efforts d'ensemble visant à soutenir les innovations et le transfert de technologie entre petites entreprises peut être améliorée par les mesures suivantes:

- ☐ augmentation des ressources financières directement accessibles aux petites entreprises pour leur permettre d'accroître leurs activités de R et D;
- ☐ amélioration des programmes d'encouragement aux innovations comme mentionné ci-dessus.

### Nouvelles initiatives – la question de la technologie

- ☐ **une aide financière** à la Fondation ontarienne de recherches ou autre organisme approuvé par cette dernière pour les activités de recherche et de développement des petites entreprises;
- ☐ des efforts visant à persuader le gouvernement fédéral d'adopter plus de **mesures d'encouragement fiscal aux activités de recherche et de développement des petites entreprises.**

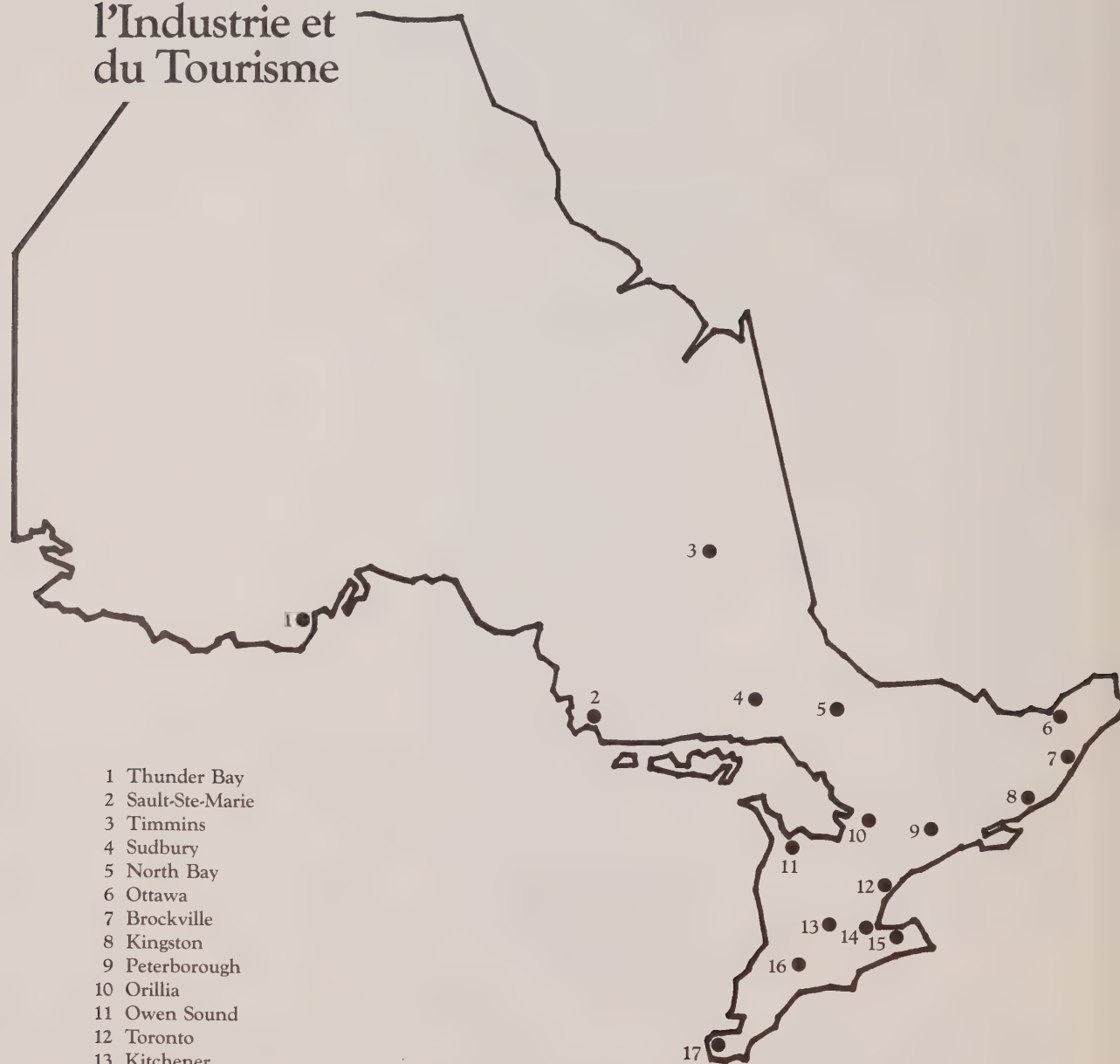
### Nouvelles initiatives – la question de la technologie

Pour accroître l'efficacité dans ce domaine, le ministère de l'Industrie et du Tourisme prendra les mesures suivantes:

- ☐ Le ministère augmentera les ressources dont pourront tirer parti les petites entreprises pour la création et l'innovation des produits, en établissant un plan d'aide financière pour soutenir le travail de développement de produits fait par la Fondation ontarienne de recherches et les autres organismes approuvés par cette dernière. Les produits exceptionnels à potentiel d'exportation ou de remplacement de produits importés y auront droit.
- ☐ Le ministère de l'Industrie et du Tourisme reprendra les discussions avec le gouvernement fédéral pour exprimer une fois de plus l'appui de l'Ontario en ce qui concerne les améliorations des mesures d'encouragement à la recherche et au développement offertes aux petites entreprises, et pour préconiser le genre d'améliorations décrites ci-dessus.

# Les bureaux et l'organisation régionale du ministère de l'Industrie et du Tourisme

- 1 Thunder Bay
- 2 Sault-Ste-Marie
- 3 Timmins
- 4 Sudbury
- 5 North Bay
- 6 Ottawa
- 7 Brockville
- 8 Kingston
- 9 Peterborough
- 10 Orillia
- 11 Owen Sound
- 12 Toronto
- 13 Kitchener
- 14 Hamilton
- 15 St. Catharines
- 16 London
- 17 Windsor





**Toronto**

Bureau 480  
5, promenade Fairview Mall  
Willowdale M2J 2Z1  
(416) 491-7680

**Peterborough**

139 nord, rue George  
Peterborough K9J 3G6  
(705) 742-3459

**Orillia**

Immeuble Sterling Trust  
2<sup>e</sup> étage, C.P. 488  
73 est, rue Mississaga  
Orillia L3V 6K2  
(705) 325-1363

**Kitchener**

305 ouest, rue King  
Bureau 507, 5<sup>e</sup> étage  
Kitchener N2G 1B9  
(519) 744-6391

**St. Catharines**

Bureau 401, 4<sup>e</sup> étage  
15, rue Church  
St. Catharines L2R 3B4  
(416) 684-2345

**Hamilton**

20 sud, rue Hughson  
Bureau 601, 6<sup>e</sup> étage  
Hamilton L8N 2A1  
(416) 527-3194

**Ottawa**

Bureau 404  
56, rue Sparks  
Ottawa K1P 5A9  
(613) 566-3703

**Brockville**

143, avenue Parkedale  
Brockville K6V 6B2  
(613) 342-5522

**Kingston**

Bureau 308  
1055, rue Princess  
Kingston K7L 5T3  
(613) 546-1191

**Sudbury**

767, chemin Barrydowne  
Sudbury P3A 3T6  
(705) 560-1330

**North Bay**

Plaza Northgate  
1500, rue Fisher  
North Bay P1B 2H3  
(705) 472-9660

**Timmins**

Bureau 200  
273, 3<sup>e</sup> Avenue  
Timmins P4N 1E2  
(705) 264-5393

**Sault-Sainte-Marie**

120, rue Huron  
Sault-Sainte-Marie P6A 5N7  
(705) 253-1103

**Thunder Bay**

Immeuble du Gouvernement  
de l'Ontario  
C.P. 5000, 3<sup>e</sup> étage  
435 sud, rue James  
Thunder Bay P7C 5G6  
(807) 475-1325

**London**

Bureau 607  
195, avenue Dufferin  
London N6A 1K7  
(519) 433-8105

**Owen Sound**

Plaza Nor-Towne, Bureau 104  
1131 est, 2<sup>e</sup> Avenue  
Owen Sound N4K 2J1  
(519) 376-3875

**Windsor**

Immeuble New Consolidated  
250, avenue Windsor  
Bureau 227  
Windsor N9A 6V9  
(519) 252-3475

